



## Déclaration intersyndicale CFDT/FO/FSU/UNSA

M. le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Ce CSA académique initialement prévu le 20 janvier, boycotté par l'ensemble des organisations syndicales se tient 2 jours après une très importante mobilisation sociale à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle unitaire contre le projet de réforme des retraites du gouvernement et du président Macron.

Plus de 2 millions de personnes ont manifesté en France, dont près de 50 000 en Bourgogne, avec le soutien d'une large majorité de la population, pour dire leur opposition à la retraite à 64 ans et à l'allongement des durées de cotisation.

Cette réforme idéologique est inutile et injuste. Inutile car le système actuel n'est pas menacé de déficit. Injuste car elle augmente la durée du travail et diminue les pensions de tous, en pénalisant encore plus les plus précaires et les plus pauvres, particulièrement les femmes.

Dans nos métiers, où l'on commence à travailler après plusieurs années d'étude, c'est le plus souvent 67 ans qu'il faudra attendre pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Dans des classes toujours plus chargées, avec des élèves, -à besoins éducatifs particulier ou qui demandent tout simplement du temps et de l'énergie- comment peut-on imaginer travailler jusqu'à 64 voire 67 ans ?

Les personnels de l'Éducation nationale dans leur ensemble aspirent à partir à la retraite en bonne santé et avec un niveau de retraite qui leur permette de vivre dignement. Cela nécessite à la fois une durée de cotisation moins longue, des salaires revalorisés pour bénéficier de bonnes pensions, et des conditions de travail améliorées pour ne pas partir usés à la retraite... Aussi, au-delà de la réforme des retraites dont l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse demande le retrait, nous sommes déterminé·es à nous battre pour les salaires et les conditions de travail.

C'est pourquoi nos organisations syndicales restent unies et appellent tous les personnels de l'Éducation nationale dans l'académie à la mobilisation jusqu'au retrait du projet de loi.

Deuxième point nous tenions à dénoncer les suppressions de postes à la rentrée 2023, alors que l'on aurait pu réduire les effectifs par classe dans un pays qui a les classes de primaire et de collège les plus chargés de l'OCDE, le ministère fait un choix tout autre. Ce sont encore les conditions de travail des personnels, les conditions d'apprentissage de nos élèves, les possibilités de remplacement qui seront impactés à la rentrée prochaine. Alors que nos élèves subissent encore les conséquences d'années scolaires fortement perturbées par le COVID, aucun dispositif sérieux de rattrapage n'a été mis en place.

Enfin nous dénonçons la suppression prévue à la rentrée prochaine de la technologie sur la forme comme sur le fond. Cette décision n'a été ni présentée, ni discutée dans aucune instance de dialogue social avec les organisations représentatives. Nous demandons le rétablissement de toutes les heures de technologie en 6<sup>ème</sup>.